

« Grand débat » à Saint-Amand-les-Eaux, mardi 19 février 2019

Résumé

80 - 85 participants ; moyenne d'âge assez élevée (majorité de + de 50 ans).

Introduction par Hélène DA SILVA et Michelle GREAUME (qui va animer le débat)

Thèmes abordés :

- retraites / CSG / niveau des salaires
- Education nationale / services publics
- emploi
- fiscalité / justice fiscale
- situation des petites entreprises
- laïcité
- réforme des institutions
- violences policières

Pascal R. (enseignant au lycée du Pays de Condé, élu à St Amand) : expose ses priorités pour le pays : Du travail pour tous / Un salaire décent pour tous / la retraite à taux plein à 62 ans / lutter contre la désertification médicale / soins dentaires et ophtalmiques pour tous / Que la solidarité s'exprime à tous les niveaux, des citoyens au Président de la République / Améliorer la reconnaissance du travail, via des promotions et des augmentations de salaire / Appliquer un taux de TVA nul pour les produits de première nécessité (ex : farine, œufs...) et de 5,5% sur des produits comme la viande / instaurer une réelle égalité homme – femme : à diplôme égal, salaire égal.

Il évoque plus longuement les questions relatives à l'Education nationale : en finir avec les fermetures de classe / Doter tous les collèges et lycées d'enseignants comme en REP +, pour garantir un effectif d'élèves réduit dans les classes / Revoir la réforme du bac, la réforme du collège, parcoursup / Ne plus avoir recours aux heures supplémentaires et ne plus confier des missions d'enseignement aux AED / Revoir l'affectation des enseignants nouvellement admis au concours (arrêter le système d'affectation TZR).

M. A : appelle à une revalorisation des pensions (revalorisation au 1er janvier de chaque année et réindexation sur l'inflation). Il souligne que l'indice INSEE ne reprend pas toutes les dépenses des ménages. Rappelle que le pouvoir d'achat des retraités n'a cessé de diminuer. Indique que sa pension a connu une augmentation de 0,03%.

François (Hasnon) : évoque la question du pouvoir d'achat et la situation des aidants familiaux, étant lui-même aidant familial pour son frère malade. Evoque la nécessité de manger sain et d'en finir avec l'usage des pesticides. Appelle à un plus grand souci de l'environnement et au respect des différences, de l'Humain.

M. (gilet jaune sur les ronds-points à Orchies) : raconte qu'il est venu à Saint-Amand et a vu les gilets jaunes se faire matraquer par la BAC. Il estime que les élus ont trop profité de l'argent public racketté auprès des citoyens et ont versé des aides aux plus favorisés ; les gilets jaunes ont manifesté leur ras-le-bol et la révolte va durer. Il demande que le vote devienne obligatoire. S'il dispose d'une retraite décente (ayant été cadre), il parle de la situation de sa fille, qui travaille en MAS et dont le salaire est très faible ; sans son aide, « *le 20 de chaque mois, elle mangerait des pâtes* ».

Tout en précisant ne pas croire au grand débat, il expose ses priorités : revenu minimum de 1500 €, l'annulation de la CSG, la fiscalisation de l'épargne supérieure à 50 000 €, l'annulation des avantages des salariés des entreprises publiques, la gratuité d'un aller-retour par an en transport public ou pour les péages, l'interdiction de tout contrat de travail inférieur à 35h.

M. (adulte handicapé sous tutelle) : parle de la souffrance des handicapés et se plaint de la privation du droit de vote pour les adultes placés sous tutelle.

Laurent O. (Saint-Amand) : considère qu'il faut conditionner le vote obligatoire à la reconnaissance des votes blancs et nuls. Dénonce le sort des personnes assurant l'aide aux personnes handicapées, toujours à temps partiel, car les employeurs ont des aides pour ce type de contrat.

Il indique qu'il n'est pas contre la fiscalité écologique dès lors que son produit va à la transition écologique. Celle-ci est un important vivier d'emplois.

Il évoque la question du produit des PV (1/3 réalisés depuis les radars automatiques), celui-ci doit aller à la rénovation du réseau secondaire.

M. (retraité de la SNCF) : A travaillé pendant 40 ans mais constate l'augmentation de la CSG, des mutuelles et la désindexation des pensions. Il met en regard les 80 milliards d'euros d'évasion fiscale, les 40 milliards engagés dans le CICE, donné aux entreprises sans contrepartie (soit « 1 million d'emplois à 1 500 euros net »), les 3,5 milliards d'euros d'ISF, la flat tax. Il y a moyen d'aller chercher cet argent (« 200 à 250 milliards »).

Il évoque également la désocialisation des heures supplémentaires, des primes, qui creuse le déficit de la Sécurité sociale.

M. : estime que l'AAH doit être indépendante du revenu fiscal de référence, car s'il y a séparation dans un couple, celui atteint du handicap se retrouve sans ressource. Il soulève le problème de l'accessibilité des services publics (ex. de la CARSAT), évoquant la mise en place de plateformes téléphoniques avec numéros surtaxés ; au bout d'une longue attente, l'utilisateur voit son appel interrompu.

Il demande la réindexation des pensions de retraite sur l'inflation.

Il considère par ailleurs que la laïcité appelle une stricte séparation entre l'Etat et LES églises et s'offusque à ce titre de la participation du Président de la République au dîner du CRIF.

Il évoque le conflit israélo-palestinien : si celui-ci était résolu, les tensions communautaires s'apaiseraient.

S'agissant des réfugiés, il rappelle que leur venue en France et en Europe est le produit de la déstabilisation opérée dans leur pays d'origine.

Déplorant les caricatures dont sont victimes les Français d'origine maghrébine, il précise « *J'aimerais bien que des gens de bonne volonté disent : maintenant, il faut essayer de réunir les Français* », il faut se rassembler pour « *mieux vivre et vivre ensemble* »

M. (gilet jaune, intérimaire) : évoque sa situation précaire avec un salaire qui ne permet pas de vivre. En parallèle, il évoque les « 140 milliards d'euros » d'évasion fiscale.

Il affirme la nécessité de permettre aux retraités de mieux vivre, précisant qu'on leur demande « *toujours plus d'efforts* » et exposant le coût des soins (optique, ORL...) qui augmente, de même que les cotisations des mutuelles. « *C'est une injustice... C'est énervant !* »

Il relate sa situation et témoigne que s'il travaille, ses fins de mois sont très difficiles.

« *Pour montrer l'exemple, les parlementaires doivent remettre leur salaire au niveau du coût de la vie* ».

Dans la salle : « *il faut supprimer la moitié des parlementaires* »

M. (gilet jaune, intérimaire) : Il témoigne enfin des blessures que ressentent les gilets jaunes caricaturés, par les médias, comme antisémites, racistes, homophobes...

M. : souligne la chance de pouvoir se réunir, comme ce soir, pour pouvoir se parler, même si les opinions divergent.

« *Nous faisons la démonstration de l'anticommunautarisme* », on se parle.

Il réaffirme l'importance du rôle des parlementaires, il faut donc les respecter.

Pascal P. (Saint-Amand) : indique qu'il est à 100 % d'accord avec les gilets jaunes. « *Avec un salaire, on ne veut pas vivre, avec deux salaires, on peut survivre* ».

Le problème, selon lui, ce sont les politiques qui ont endetté la France. Quand le pays sera désendetté, on pourra aider la population.

Il considère qu'il faut baisser le train de vie des départements, des régions, des communautés d'agglomération... (trop de ronds-points, trop d'équipements sportifs...). Du coup, les taxes locales sont trop élevées.

Voyageant en Europe, il observe que la France régresse et que « *désormais, on vit mieux à l'étranger* ».

Il affirme que les parlementaires sont « *les seuls qui votent à l'unanimité pour leur augmentation de salaire* ».

Alain D. (artisan paysagiste, St Amand) : parle de ses deux entreprises d'espace vert. Il a dû licencier 5 salariés, en raison des taxes qui augmentent : passage de la TVA de 5,5% à 20%, augmentation de la CFE (+150%), augmentation du coût des carburants. Il dénonce l'excès de dépenses publiques et la responsabilité des politiques qui asphyxient l'artisanat.

Il évoque la différence entre le régime général et le régime MSA, « *il y a un fossé qui se creuse* ».

M. : parle du malaise du milieu de la justice, dont les moyens sont de plus en plus réduits (baisse de l'aide aux victimes, de l'aide juridictionnelle...). Il rappelle la nécessité de rendre la justice indépendante, pour en finir avec « *la justice des riches et la justice des pauvres* ».

Il estime indispensable de réformer les institutions, à commencer le statut du Président de la République : il faut prévoir une 6e République et instaurer le référendum révocatoire. Il faut aussi s'interroger sur les raisons de l'abstentionnisme, dû entre autres au non respect des programmes.

Enfin, il appelle à rendre inéligible tout élu ayant été condamné par la justice.

Paul (ouvrier forestier à St Amand) : souligne l'existence d'une justice à deux vitesses. Pour qu'une personne soit élue, il faudrait qu'elle présente un casier judiciaire vierge. Il s'interroge sur le comportement de vote des élus, qui appliquent la consigne de leur groupe.

Il dénonce l'atteinte à la vie privée des gilets jaunes, les gardes à vue des manifestants ou des street medics. Il se fait l'écho du cri d'alarme d'Amnesty et de la LDH concernant la répression du mouvement social en cours : « *on a quand même battu le record de blessés et d'arrestations depuis 1968* »

Mme (ancienne institutrice, retraitée) : E. MACRON n'a été élu qu'avec 30% des inscrits face à LE PEN. Elle a toujours rappelé à ses élèves l'importance du vote et les sacrifices réalisés par les générations précédentes pour obtenir ce droit de vote. Mais aux dernières élections, elle n'a pas eu envie de voter et pourrait s'abstenir aux prochaines présidentielles.

Les politiques doivent s'interroger sur cette progression inédite de l'abstention.

Elle évoque la situation des hommes politiques condamnés par la justice et non inquiétés.

Laurent O. (Saint Amand) : parle du CICE et de la perte des emplois dans les entreprises publiques.

Il évoque la situation de la SNCF, avec une baisse d'agents dans les trains et du nombre de guichets, une diminution du nombre de dessertes, l'augmentation du coût des billets.

Il évoque également le coût des services qui augmentent (Poste, EHPAD).

Inès (étudiante) : évoque la situation des jeunes et considère qu'on ne donne pas assez de moyens à l'éducation. Elle relate les difficultés des jeunes à trouver un emploi (les employeurs demandent de l'expérience).

Elle souligne le problème des classes surchargées et appelle à redonner le goût d'apprendre et de se cultiver.

L'investissement dans l'Education nationale est un investissement de long terme.

M. (retraité, manoeuvre à 14 ans devenu ingénieur) : aborde la question des niches fiscales (coût : 100 milliards d'euros), qui profitent aux plus riches et qu'il faudrait supprimer très majoritairement.

Il parle de la dette du pays (2 300 milliards d'euros, en augmentation de 5 milliards d'euros tous les trimestres, et 305 milliards par an d'intérêts).

Il considère nécessaire de supprimer les niches telles que celles attribuées pour l'emploi de personnel à domicile, l'investissement dans les PME, dans le cinéma, pour la formation des chefs d'entreprise...

Angélique : parle des jeunes qui peinent à trouver un travail, même diplômés.

Mme : estime que l'éducation devrait revenir aux familles, elle souligne le désengagement des parents de l'éducation de leurs enfants. L'Etat devrait s'occuper de l'enseignement.

M. : « *S'il n'y a pas de planète, ce dont on discute là, ça ne sert à rien. On va commencer par sauver la planète et, après, faire le ménage entre nous* »